

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Convention de groupement de commandes dans le cadre de l'élaboration des PPBE d'infrastructures de l'Agglomération de Montpellier et des communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez et Lattes.

### Monsieur le Maire rapporte :

La directive 2002/49/Ce relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement est transposée dans le code de l'environnement aux articles L 572-2 et suivants. Elle prévoit la réalisation de carte de bruit (CB) et la définition de plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants et au voisinage des principales infrastructures terrestres de transport. L'objectif de cette démarche est de protéger la population et les établissements scolaires ou de santé des nuisances sonores excessives, d'identifier les « zones calmes » et de prévenir de nouvelles situations de gêne sonore. Il est aussi de garantir une information des populations sur le niveau d'exposition au bruit et sur les effets du bruit sur la santé, ainsi que les actions prévues pour réduire les nuisances sonores.

L'établissement de ces documents était prévu pour la mi-2013. Elle repose sur un partage de compétences entre l'Etat, les agglomérations chargés d'établir et de publier les PPBE au titre de leur compétence en matière de lutte contre les nuisances sonores, et les collectivités territoriales chargées d'établir et de publier les PPBE des grandes infrastructures dont elles sont gestionnaires, sur leur territoire.

Ainsi, la commune de Montpellier est dans l'obligation de réaliser son PPBE au titre d'infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour :

- Route de Ganges ;
- Avenue Bouisson Bertrand ;
- Avenue du Doyen Truchini ;
- Avenue Charles Flahault ;
- Rond-Point de la Lyre ;
- Avenue d'Assas ;
- Avenue du Père Soulas ;

- Rue Pitot ;
- Route de Mende ;
- Avenue du Val de Montferrand ;
- Avenue de Gimmel ;
- Boulevard de L'Europe ;
- Rue Henri Durant ;
- Avenue de la Justice de Castelnau ;
- Avenue Paul Bringuier ;
- Voie Domitienne ;
- Avenue du Docteur Pezet ;
- Avenue Marius Carrieu ;
- Rue Paul Rimbaud ;
- Avenue Henri Marés ;
- Avenue Sabatier-d'Espeyran ;
- Avenue des Garrats ;
- Rue d'Alco ;
- Rue du Professeur Blavac ;
- Rue du Pilon ;
- Avenue Professeur Louis Ravaz ;
- Avenue Ecole de l'Agriculture ;
- Avenue de Lodève ;
- Boulevard des Arceaux ;
- Boulevard Benjamin Milhaud ;
- Avenue des Prés d'Arènes ;
- Avenue de la Liberté ;
- Rue Pedro de Luna ;
- Avenue de Villeneuve d'Angoulême ;
- Rue Guillaume Janvier ;
- Rue des Chasseurs ;
- Rue de Roc de Pézenas ;
- Route de Lavérune ;
- Rue du Faubourg de Figuerolles ;
- Avenue de Toulouse ;
- Place de Flandres Dunkerque ;
- Rue B. Délicieux ;
- Rue Saint Vincent de Paul ;
- Rue du 81e RI ;
- Avenue Saint Lazare ;
- Avenue François Delmas ;
- Rue de Montels Eglise ;
- Avenue de Palavas ;
- Avenue Albert Dubout ;
- Boulevard Vieussens ;
- Avenue de Maurin ;
- Rue du Mas St Pierre Monthès ;
- Boulevard Victor Hugo ;
- Boulevard Ledru-Rollin ;
- Boulevard Benjamin Milhaud ;
- Boulevard des Sports ;
- Av Marie de Montpellier ;
- Chemin de Moularès ;
- Avenue du Pirée ;
- Avenue Raymond Dugrand ;

- Avenue de la Pompignane ;
- Rue de la Vieille Poste ;
- Avenue du Val de Montferrand ;
- Rue Alfred Nobel ;
- Avenue P. Sébard ;
- Boulevard d'Antigone ;
- Boulevard de l'Aéroport ;
- Avenue Pierre Mendès France ;
- Avenue Jacques Cartier ;
- Rue Léon Blum ;
- Avenue Albert Einstein ;
- Avenue Jacques Cartier
- Avenue du Pont Juvénal ;
- Rue du Comté de Melgueil ;
- Chemin de Moularès ;
- Allée Henri II de Montmorency ;
- Boulevard d'Antigone ;
- Boulevard Louis Blanc ;
- Avenue Jean Mermoz ;
- Quai du Verdanson ;
- Rue Bonnard ;
- Rue Guillaume Pellicier ;
- Rue Bonnard ;
- Rue Auguste Broussonnet ;
- Rue St. Louis ;
- Boulevard Renouvier ;
- Av. G. Clemenceau ;
- Boulevard de Strasbourg ;
- Rue du Grand St Jean ;
- Cours Gambetta ;
- Avenue de Lodève ;
- Cours Gambetta ;
- Route de Mende ;
- Avenue. Bouisson Bertrand ;
- Avenue St Charles ;
- Avenue de Gimel ;
- Av. des Apothicaires ;
- Rue de Puech Villa ;
- Rue du prof Léon Vallois ;
- Boulevard J. Fabre de Morhlon ;
- Rue de Montasinos ;
- Rue du Jeu de Mail des Abbés ;
- Av. du mondial 98 ;
- Av. Henri Becquerel.

Par ailleurs, cette obligation est également faite aux communes de Castelnau Le Lez, Lattes ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour les infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont elles ont la charge.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence de lutte contre le bruit, au titre de sa compétence « Environnement », et elle est dans l'obligation de réaliser son PPBE sur son territoire. Dans un souci de cohérence d'ensemble des études, diagnostics et actions mises en œuvre et pour minimiser les coûts d'études techniques, la Communauté d'agglomération de Montpellier et les villes de Montpellier, Castelnau Le Lez et Lattes souhaitent engager une démarche partenariale d'études. Il est proposé

que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assume le pilotage d'un groupement chargé, à ce titre, de gérer la procédure de passation du marché, de signer, notifier et exécuter le marché.

Le plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) comporte un rappel réglementaire, un diagnostic acoustique établi sous forme cartographique et un plan d'actions. Le diagnostic identifie tout d'abord les zones à enjeux correspondant aux secteurs où la population est soumise à des niveaux de bruit dépassant les valeurs des seuils réglementaires. Il peut s'agir d'habitations, de bâtiments d'enseignements et/ou de santé. Ce diagnostic définit également les « zones calmes » - définies comme « des espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit, dans lesquels l'autorité compétente souhaite maîtriser l'évolution de cette exposition compte-tenu des activités humaines pratiquées ou prévues ».

Le PPBE dresse ensuite un recueil d'actions menées ou à mener pour améliorer l'environnement sonore. Les actions retenues peuvent être diverses: travaux sur les axes circulants, isolation de façades, surveillance de l'urbanisation, surveillance des niveaux sonores, actions en faveur des modes doux, sensibilisation aux problématiques liées au bruit...

La mission s'articulera autour des étapes suivantes, sur une durée d'environ 17 mois:

- Recueil et structuration des données ;
- Mise au point de la méthode ;
- Evaluation des actions réalisées et préparation de mesures complémentaires ;
- Production des cartes stratégiques de bruit et du PPBE de l'Unité Urbaine INSEE;
- Production des PPBE d'infrastructures des communes de Castelnau le Lez, Montpellier, et Lattes ;
- Mise à disposition du public ;
- Mise au point des PPBE.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera le pilotage de l'étude, en associant étroitement les communes à travers des comités de pilotage et comités techniques qui rassembleront les élus et techniciens des institutions concernées aux différentes étapes de cette étude.

Le montant global de l'étude (PPBE territorial d'Agglomération + PPBE d'infrastructures de chaque commune concernée) est estimé à environ 167 000 € TTC. Cette estimation est ramenée à 15 150 € pour les quatre-vingt-six infrastructures totalisant 101 km relevant de la compétence communale de Montpellier (montant basé sur un ratio ministériel de 150 €/km).

Il est proposé que chaque commune partenaire verse sa participation financière à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à raison de 20% à la signature du marché et 80% après acceptation du rendu final de l'étude.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'engager la démarche d'élaboration de son PPBE d'infrastructure ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire ;
- d'approuver la passation d'une convention de groupement de commandes avec la Communauté d'agglomération de Montpellier et les villes de Lattes et de Castelnau le Lez, concernant une étude de définition des plans de prévention du bruit dans l'environnement.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**